## Le Collectif des Exploitants Agricole de MTZAMBORO (Mayotte)

# Monsieur Manuel VALLS <br> Premier Ministre <br> 57, rue de Varenne <br> 75001 PARIS 

Mtzamboro, le 29 mai 2015

## Objet : <br> Demande d'intervention

Monsieur le Premier Ministre,
Nous nous permettons d'appeler votre attention sur le fléau de l'immigration clandestine qui engendre une tension très palpable au sein de la population de Mayotte et tout particulièrement, celle de notre village de MTZAMBORO, car, nous commençons à en avoir assez du silence des autorités sur ce problème.

Vous n'êtes pas sans savoir que la majorité des barques, appelés KWASSA, transportant ces candidats à l'immigration clandestine, passent par le Nord de Mayotte et débarquent au vu et au su de tous, sur l'Ilot Mtzamboro qui est devenu malgré lui aujourd'hui, le premier Port de Mayotte.

A partir de là, une organisation de rapatriement de ces immigrés vers la grande Ile, se fait sur place par toute une équipe logistique prête à les accueillir, de temps en temps avec l'aide de passeurs locaux, moyennant rémunération.
Et durant leur séjour là-bas, ce sont les fruits de notre travail agraire, leur seul recours pour nourrir leurs ventres affamés en attendant leur prise en charge pour regagner les villages avoisinants qui peut prendre des jours durant.
En plus de ce pillage de nos récoltes agricoles, ils cassent aussi nos cabanes qui nous abritent là-bas et dénaturent l'un des plus beaux sites touristique de Mayotte, en contribuant au déversement de déchets de toute nature. Veuillez trouver ci-jointes des images prisent par nos soins pour vous prouver de ce vandalisme commis par ces gens.
Nous, les exploitants agricoles mais aussi les touristes qui viennent sur cet Ilot, assistons impuissants à la dégradation de l'environnement de notre Ilot et à la montée de l'insécurité sur place.

De ce problème d'insécurité, se rajoute la problématique des naufrages répétitifs de ces KWASSA, à proximité immédiate de notre commune. Il n'est pas en effet rare de faire des découvertes macabres aux abords de nos côtes ou de nos plages.

Outre, le choc et l'émotion ressentis par la population à chaque fois que ce type d'évènement se produit, ces situations engendrent des charges financières importantes pour notre commune, notamment pour les opérations de transport funéraires et d'inhumation des corps, trop souvent non réclamés par les familles ou proches des victimes. C'est de l'argent destiné au développement de notre commune qui est ainsi dépensé sans aucune compensation de la part de l'Etat.

Voilà pourquoi nous vous rappelons, Monsieur le Premier Ministre que la population de MTZAMBORO, la seule de Mayotte autant exposée à ce phénomène, demande plus que jamais le soutien de l'Etat pour atténuer ces arrivées massives de clandestins sur notre territoire et la prise en charge des frais funéraires par l'Etat que nous ne souhaitons plus voir supporter seule notre commune, compte tenu des faibles marges de manœuvres financiers qu'elle dispose.

Le 20 février 2015, notre collectif était descendu dans les rues de la commune pour dire non au débarquement de ces immigrés clandestins à l'Ilot Mtzamboro, ce qui n'a toujours pas encore assez sensibilisé les autorités locales. Vous trouverez ci-jointes les images de ce mouvement ainsi qu'une pétition de la population de la commune.

Par ailleurs, nous avons formulé une demande d'entretien avec Le Préfet de Mayotte sur ce sujet, par le biais de notre maire, malheureusement, cette demande est restée sans suite.

Pour tout cela, nous vous écrivons, Monsieur le Premier Ministre, pour vous rappeler la gravité de la situation qui perdure chez nous. Face à l'exaspération de la population, ce phénomène risque de causer des troubles sérieuses à l'ordre public, difficilement gérables. Ainsi, nous souhaitons l'intervention de l'Etat au plus haut niveau de la République pour nous accompagner afin de rétablir la sécurité sur notre commune et permettre nos agriculteurs et nos touristes de profiter pleinement des richesses naturelles dont l'Ilot M'Tzamboro dispose.
Le Préfet de Mayotte considérant que ces personnes sont «de notre famille» et qu'à ses yeux, il n'y a pas de problème d'immigration clandestine des Comores à Mayotte, ne nous inspire aucune confiance pour rétablir l'ordre et la sérénité face à ce fléau qui nous touche au plus haut point.

Espérant vous relire très prochainement, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Premier Ministre, nos sincères salutations.

